



## Dubai COP 28 : stratégies argumentatives entre engagement écologique et illusion collective

دي COP28: الاستراتيجيات الجدلية بين الالتزام البيئي والوهم الجماعي

## Dubai COP28: argumentative strategies between ecological commitment and collective illusion

Dr. Maya Ihaddadene

Département de Français, Université Alger2, Algérie

[maya.ihaddadene@univ-alger2.dz](mailto:maya.ihaddadene@univ-alger2.dz)

Date de soumission : 14-07-2025- Date d'acceptation : 23-11-2025-

Date de publication : 30-11-2025

### ملخص

تعكس قمة المناخ COP28، التي عقدت في دبي عام 2023، التناقض بين الطموحات البيئية والمصالح الاقتصادية المهيمنة. وقد نُظمت هذه القمة في دولة تزدهر بفضل الطاقة الأحفورية، مما يثير توترات بين الخطاب الرسمي والواقع الجيوسياسي. تحلل هذه الدراسة، من خلال مجموعة من المقالات الصادرة عن "وي ديمان (We Demain)" و"ريبورتير (Reporterre)" و"فير إيكو (Vert Éco)"، الأساليب الخطابية التي تستخدمها وسائل الإعلام البيئية لتغطية هذا الحدث. ويرتكز التحليل على محورين: التباين بين الصورة الرمزية لمؤتمر الأطراف (COP) والزهانات الجيوسياسية، واستخدام استعارة "المعركة التي لا تنتهي"، التي تبرز حدود العمل المناخي الجماعي. وتُظهر النتائج تنوعًا في الاستراتيجيات الخطابية، تتراوح بين إبراز الالتزام البيئي وفضح التناقضات. وتؤكد هذه الدراسة على الدور المحوري للتواصل البيئي كأداة سياسية.

الكلمات الدالة: الخطاب الإعلامي؛ الالتزام المناخي؛ الاستعارة؛ المفارقة؛ الأساليب الخطابية: COP28.

### Abstract

COP28, held in Dubai in 2023, illustrates the paradox between ecological ambitions and dominant economic interests. Organized in a country that thrives on fossil fuels, this conference highlights tensions between official discourse and geopolitical realities. This study analyzes, through a corpus of articles from *We Demain*, *Reporterre*, and *Vert Éco*, the discursive strategies used by environmental media to report on the event. Two main axes guide the analysis: the contrast between the symbolic image of the COP and geostrategic stakes, and the use of the metaphor of an "endless battle," which sheds light on the limitations of collective climate action. The findings reveal a variety of discursive strategies, oscillating between the promotion of engagement and the denunciation of contradictions. This

research emphasizes the crucial role of environmental communication as a political tool.

**Keywords:** media discourse; climate engagement; metaphor; paradox; discursive strategies; COP28.

### Résumé

La COP 28, tenue à Dubaï en 2023, illustre le paradoxe entre ambitions écologiques et intérêts économiques dominants. Organisée dans un pays prospérant grâce aux énergies fossiles, cette conférence soulève des tensions entre discours officiel et réalités géopolitiques. Cette étude se veut une analyse d'un corpus composé d'articles issus de *We Demain*, *Reporterre* et *Vert Éco*, portant sur les procédés discursifs utilisés par les médias écologiques pour rendre compte de cet événement. Deux axes guident l'analyse : le contraste entre l'image symbolique de la COP et les enjeux géostratégiques, et l'usage de la métaphore du "combat sans fin", qui met en lumière les limites de l'action climatique collective. Les résultats montrent une diversité de stratégies discursives, oscillant entre valorisation de l'engagement et dénonciation des contradictions. Cette recherche souligne le rôle crucial de la communication écologique comme outil politique.

**Mots-clés :** discours médiatique ; engagement climatique ; métaphore ; paradoxe ; procédés discursifs ; COP28.

### Introduction

La COP 28 (28<sup>e</sup> Conférence des Parties) s'est tenue à Dubaï en 2023, s'inscrivant dans un contexte géopolitique et économique de plus en plus complexe, où les enjeux climatiques se heurtent aux réalités des intérêts économiques et des rapports de force mondiaux. Ce sommet international, consacré à la lutte contre le réchauffement climatique, a pris place dans une ville qui symbolise par bien des aspects la contradiction entre les impératifs environnementaux et les intérêts économiques : Dubaï, un centre névralgique de l'industrie pétrolière et gazière, est un modèle de développement urbain basé sur des infrastructures énergivores et une consommation de ressources à grande échelle. Ainsi, ce contraste nourrit notre réflexion et motive notre présente étude autour de cet événement.

La tenue de la COP 28 à Dubaï met en lumière le paradoxe d'un État appelé à impulser une transition écologique accélérée, alors même que son essor économique repose largement sur les énergies fossiles. Cela donne lieu à des questionnements sur la véritable portée de cet événement dans le cadre d'un monde où les priorités économiques et géopolitiques semblent souvent primer sur les engagements environnementaux. Cette contradiction, qui se déploie au cœur même de la COP 28, a capté notre attention et nous a

poussés à interroger les réelles implications de ce type d'événement. La COP28, tenue à Dubaï a fait l'objet d'une couverture médiatique particulièrement intense. Cette configuration paradoxale, où un sommet international sur le climat est organisé dans un État fortement tributaire des hydrocarbures, a conduit les journalistes à mobiliser des stratégies discursives diverses, souvent ambivalentes, pour rendre compte de l'événement. Dans ce contexte, notre étude ne vise pas à analyser les résultats politiques de la COP28, mais à explorer la manière dont les journalistes construisent leur discours pour à la fois valoriser l'engagement collectif contre le changement climatique et en atténuer les contradictions structurelles.

Nous nous intéressons donc à l'argumentation médiatique, en tant qu'ensemble de procédés linguistiques et rhétoriques permettant de légitimer certains récits tout en relativisant ou en occultant d'autres. Ainsi, nous formulons la problématique suivante : Quels dispositifs argumentatifs les journalistes mobilisent-ils pour mettre en scène l'engagement climatique porté par la COP28 ? Comment ces dispositifs discursifs employés dans la presse permettent à la fois de construire une image d'engagement collectif contre le changement climatique et de gérer, voire de dissimuler, les contradictions inhérentes à cet engagement ?

Pour répondre à cette problématique, nous ancrons notre travail dans le champ de l'analyse du discours médiatique avec une attention particulière portée aux mécanismes argumentatifs. Nous structurerons notre réflexion autour de deux axes complémentaires. Le premier axe portera sur le paradoxe central du discours médiatique : la construction d'une image de la COP28 comme symbole d'unité climatique mondiale, en décalage avec les intérêts géopolitiques et économiques qui en orientent son organisation. Le deuxième axe, quant à lui, s'attachera à analyser l'usage récurrent de métaphores notamment celle du « combat sans fin » qui sert à mettre en récit une lutte collective tout en normalisant ses échecs ou ses limites. Ces deux axes permettront d'interroger comment les stratégies argumentatives du discours journalistique façonnent la perception publique de la COP28 et révèlent en même temps la fracture interne et les limites de l'action collective face à la réalité géopolitique et économique du monde moderne.

### **Méthodologie**

Cette recherche propose une analyse de la COP28 à travers trois médias écologiques français – *We Demain* (fondé en 2012), *Reporterre* (créé en



2007 par Hervé Kempf) et *Vert* (lancé en 2020) – qui sont trois références françaises de l'information environnementale, afin d'interroger la réalité de l'engagement climatique affiché par la conférence. Le corpus a été constitué à partir d'une recherche ciblée dans leurs archives en ligne, à l'aide de mots-clés tels que « COP28 », « Dubai », « fossiles » et « climat ». Il couvre la période de novembre à décembre 2023, correspondant à la tenue de la COP28. Les trois médias étudiés partagent un engagement fort en faveur de l'écologie, mais se distinguent par leurs orientations éditoriales. *We Demain*, revue trimestrielle fondée en 2012, met en avant une vision optimiste et prospective, valorisant les innovations sociales et durables. *Reporterre*, premier média français exclusivement consacré à l'écologie, adopte une posture critique et militante, en soulignant les liens entre crise écologique, inégalités sociales et menaces sur les libertés. *Vert Éco*, média indépendant, propose une newsletter quotidienne synthétique qui privilégie les solutions conciliant transition écologique et modèles économiques viables. L'analyse comparative de leurs publications offre un panorama riche et contrasté de la couverture médiatique de la COP28, avec une répartition relativement équilibrée: *Reporterre* (7 articles), *Vert Éco* (7 articles) et *We Demain* (2 articles). Si l'on observe une convergence thématique forte autour des contradictions entre discours écologique et intérêts géopolitiques ou économiques, chaque média déploie une stratégie argumentative spécifique. *Reporterre* privilégie la critique directe, *Vert Éco* adopte une approche multifocale combinant enjeux économiques, techniques et sociaux, tandis que *We Demain* propose une lecture plus globale et réflexive. Ensemble, ces analyses produisent une vision plurielle mais souvent sceptique de la portée réelle de la COP28.

### 1. Le paradoxe diplomatique : entre utopie climatique et réalités géopolitiques

Dans un premier temps, nous aborderons la notion de paradoxe diplomatique et le scepticisme autour de l'engagement climatique. Nous analyserons comment les discours émis lors de cette COP cherchent à incarner une solidarité internationale contre le réchauffement climatique, se heurtant en même temps aux réalités des intérêts économiques et géopolitiques des Émirats Arabes Unis. Cette contradiction, souvent médiatisée, suscite un scepticisme grandissant quant à la véritable volonté de l'une des puissances mondiales à faire face à l'urgence climatique. Cet axe se propose d'interroger cette contradiction inhérente aux actions de Dubai dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, tout en mettant

en lumière le fossé entre ces initiatives et les idéaux collectifs que l'on attend des grandes puissances économiques et des sociétés mondiales en matière de durabilité.

### 1.1 Le cadre théorique du paradoxe dans le discours médiatique

Dans la théorie de l'argumentation, la notion de paradoxe tire son origine du grec *paradoxon*, formé de *para* («à côté») et *doxa* («opinion»), soulignant ainsi l'idée de contradiction. Comme le précise Rey, le paradoxe désigne une opinion opposée à la doxa, c'est-à-dire « ce qui va à l'encontre de l'opinion communément admise » (1998, p. 2561). Cette définition rejoint celle donnée par le dictionnaire Larousse, qui définit le paradoxe comme suit : « 1. Opinion contraire aux vues communément admises : Soutenir des paradoxes. 2. Être, chose ou fait qui paraissent défier la logique parce qu'ils présentent des aspects contradictoires : Cette victoire du plus faible, c'est un paradoxe ». De son côté, le dictionnaire de l'Académie française éclaire également l'origine du terme : « XVe siècle. Emprunté, par l'intermédiaire du latin *paradoxon*, de l'adjectif grec *paradoxos*, composé à l'aide de *para*, "contre", et *doxa*, "opinion". En philosophie : proposition qui, énonçant son propre contraire, paraît à la fois vraie et fausse ; raisonnement dont la conclusion contredit les prémisses ou qui engendre deux conclusions contradictoires ».

De plus, Reichhart (2023, p 117) démontre que le paradoxe est un écart entre discours normatif (doxa) et réalité ; il s'agit d'un discours « en marge » révélant la contradiction sociale. Par ailleurs, dans une perspective argumentative, Alexandrescu, élève d'Oswald Ducrot, qualifie le paradoxe de « discours que l'on tient en marge et contre la doxa ». (1997, p. 3).

Le paradoxe apparaît donc comme une forme argumentative qui met en lumière les tensions internes d'un discours ou d'une pensée, en remettant en cause les certitudes établies. Selon Boyer et Vignaux (1995), le paradoxe désigne une affirmation ou une situation qui semble contradictoire ou en opposition avec l'opinion commune, mais qui invite à réfléchir plus profondément sur un problème ou à révéler une vérité insoupçonnée. L'analyse du paradoxe gagne en pertinence lorsqu'on la relie à d'autres concepts issus de la rhétorique et de l'argumentation. Ainsi, Amossy (2000) montre que l'argumentation dans le discours consiste à orienter la réception du public par l'usage de procédés discursifs. En effet, dans le cas de la



COP28, le paradoxe ne se manifeste pas isolément, mais s'articule à travers divers procédés rhétoriques et argumentatifs.

Nous retrouvons d'abord l'argument par concession, défini par Plantin (1990) comme un procédé rhétorique consistant à admettre partiellement une critique ou une objection pour mieux en atténuer la portée ou en détourner les effets. Il s'agit donc d'un mécanisme de gestion de la contradiction, qui permet au locuteur de paraître ouvert au dialogue tout en renforçant sa propre position. Dans le discours médiatique de la COP28, cette stratégie apparaît à travers la formule rapportée par *Reporterre* : « Du bout des lèvres, il a reconnu qu'il sera indispensable de réduire de 43 % d'ici à 2030 les émissions de gaz à effet de serre [...] ». L'expression « du bout des lèvres » introduit une concession à travers laquelle le président de la COP28 reconnaît la nécessité d'une réduction des émissions, mais le journaliste signale, par cette locution, le manque de sincérité et de conviction de cette reconnaissance. Le discours médiatique exploite ce procédé pour créer un effet de distance ; ainsi la concession révèle un engagement purement rhétorique, dénué de réelle volonté d'action. S'y ajoute le faux dilemme ou alternative simpliste (Perelman; Olbrechts-Tyteca, 1958), qui oppose la sortie des énergies fossiles à la crainte d'un «*retour à l'âge des cavernes*», excluant toute solution intermédiaire. Les médias mobilisent également des procédés d'ironie et d'hyperbole (Fontanier, 1986), utilisés pour dramatiser ou ridiculiser certains engagements climatiques jugés peu crédibles.

Par ailleurs, l'argument d'autorité (Charaudeau, 2002), reposant sur des citations d'experts comme le GIEC qui est un Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ou sur des références officielles telles que l'article 28 de l'accord, vient renforcer la légitimité critique du discours journalistique. Enfin, la scénographie discursive (Maingueneau, 2004) contribue à mettre en scène les acteurs politiques, scientifiques ou militants, créant une véritable dramaturgie médiatique autour de l'événement. Ainsi, au lieu d'être un simple constat de contradiction, le paradoxe diplomatique apparaît à travers le corpus que nous allons analyser comme une stratégie argumentative complexe. Il permet aux médias d'articuler différents procédés rhétoriques (concession, opposition, autorité, ironie) pour produire une lecture critique des engagements climatiques. En combinant paradoxes et autres figures de l'argumentation, les journalistes construisent une image ambivalente de la



COP28 : à la fois symbole d'unité climatique et révélateur des limites de l'action collective face aux logiques économiques globales.

## 1.2 Le paradoxe de la COP28 : entre symbolisme écologique et intérêts pétroliers

La COP 28 a été marquée principalement par des engagements sur la transition énergétique mondiale et la lutte contre le changement climatique. Sultan Al Jaber, directeur exécutif d'une compagnie pétrolière et président de la COP28, a suscité la controverse en raison de son rôle à la tête d'une entreprise du secteur des énergies fossiles, ce qui a alimenté les critiques concernant l'influence de l'industrie pétrolière sur les négociations climatiques. Tout d'abord, il convient de souligner le choix de ce leader pour présider cette COP28. En effet, l'une des premières idées contradictoires émergeant des discours sélectionnés réside dans le fait que la présence de Sultan Al Jaber, dirigeant d'une compagnie pétrolière, crée un effet paradoxal par rapport aux principes de la COP, d'après la citation suivante :

Le fait que Sultan Al Jaber soit cadre d'une compagnie pétrolière et que nous ayons vu un nombre record de lobbies des combustibles fossiles a en fait joué en faveur de la société civile mondiale, estime Jean Su, parce qu'elle a finalement tiré les énergies fossiles sur le devant de la scène et forcé les dirigeantes à s'en occuper. C'est à la fois une ironie et une chance pour nous, après 30 ans de négociations sur le climat. (Vert Eco, 2023)

La citation souligne un progrès par la mention explicite des énergies fossiles, mais l'absence d'engagement contraignant révèle un manque d'ambition, en décalage avec l'objectif affiché de la COP28 d'une transition énergétique urgente vers la neutralité carbone. Ce constat met en évidence un paradoxe central : si l'évocation explicite des énergies fossiles constitue un progrès, l'absence d'obligation ferme traduit un manque d'ambition. L'usage de l'adverbe « finalement » introduit un effet de rupture, en soulignant, à travers l'expression « a finalement tiré les énergies fossiles sur le devant de la scène », un retournement inattendu. Cela souligne l'ironie d'un retournement : après trente ans de négociations, c'est un acteur pétrolier qui réussit à placer ce sujet au cœur des débats. Cette contradiction est renforcée par la formule « C'est à la fois une ironie et une chance », qui révèle une stratégie argumentative jouant sur le paradoxe. L'expression « sur le devant de la scène » fonctionne comme une métaphore théâtrale,



accentuant l'effet de mise en lumière inattendue, tandis que la référence temporelle aux « 30 ans de négociations », procédé temporel à valeur rétrospective, amplifie le caractère surprenant et critique de la situation. Cette référence chronologique donne du poids à l'ironie de la situation: après des décennies durant lesquelles les énergies fossiles ont été largement ignorées dans les discussions climatiques, elles deviennent aujourd'hui un sujet central, et ce grâce à un acteur issu du secteur même qu'elles mettent en cause. Dans la continuité de cette tension, la citation suivante introduit l'article 28 de l'accord, qui appelle à une « transition hors des énergies fossiles », mais dans des termes volontairement vagues et dépourvus de toute obligation ferme.

Le texte appelle à une « transition hors des énergies fossiles ». La formulation tient en quelques lignes qui ont été rédigées mot à mot au cours d'après négociations nocturnes : le texte appelle les États à « opérer une transition hors des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques [transitioning away from fossil fuels in energy systems], d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action au cours de cette décennie cruciale afin d'atteindre le niveau zéro d'ici 2050 » (article 28). L'accord emploie une formule alambiquée à propos de la sortie des énergies fossiles : les États pétroliers s'opposaient jusque-là à cette idée, d'où le blocage de la négociation au cours des jours derniers).—La COP28 a évité l'échec, au terme d'une nuit blanche de négociation. L'accord mentionne la « transition hors des énergies fossiles ». Mais sans date ni obligation. (Reporterre, 2023)

Dans ce passage, nous remarquons l'usage d'un qualificatif « cruciale », qui témoigne de l'urgence de la situation actuelle quant à l'exploitation des énergies fossiles d'après l'expression « en accélérant l'action au cours de cette décennie cruciale afin d'atteindre le niveau zéro d'ici 2050 ». De plus, la citation textuelle de l'article 28 constitue un argument d'autorité factuelle : en s'appuyant sur une source officielle tirée du texte-décision adopté en 2023 lors de la COP28 (conférence de l'ONU sur le climat), le journaliste renforce la crédibilité de son propos. Toutefois, en révélant la formulation prudente et complexe du texte, il oriente implicitement le lecteur vers une critique du manque de clarté et d'engagement réel des États. Alors que le texte plaide en faveur d'une transition hors des énergies fossiles, le Sultan tient des propos paradoxaux. En effet, il avance l'argument de la réduction nécessaire des émissions de gaz à effet de serre pour atteindre l'objectif de



stabilisation du réchauffement à +1,5 °C, sans toutefois reconnaître explicitement que les énergies fossiles en sont les principales responsables. Ainsi, il minimise la responsabilité des énergies fossiles dans l'accélération du réchauffement climatique, un phénomène qui affecte l'ensemble de la planète, comme l'indique la citation ci-dessous.

Du bout des lèvres, il a reconnu qu'il sera indispensable de réduire de 43 % d'ici à 2030 les émissions de gaz à effet de serre si l'on veut stabiliser le réchauffement à +1,5 °C. « Cela représente une économie d'émission de 22 gigatonnes de CO<sub>2</sub> », a-t-il calculé. Pour autant, malgré les questions des journalistes, il n'a pas évoqué la responsabilité des énergies fossiles dans le renforcement de l'effet de serre. Ni le besoin de s'en passer pour stopper la montée des températures. (Reporterre, 2023)

À travers cet extrait, le sultan Al Jaber affiche une prise de conscience apparente, comme le montre l'expression « il a reconnu », mais nous remarquons l'emploi d'un argument par concession partielle « du bout des lèvres, il a reconnu... » : cette formule atténue la portée de la reconnaissance en dévoilant une réticence ou un manque de conviction. Il s'agit d'un procédé pathémique, qui vise à marquer une distance entre la déclaration et son orateur, tout en suscitant la méfiance du lecteur envers la sincérité de l'engagement affiché. Par ailleurs, l'énoncé chiffré « Cela représente une économie d'émission de 22 gigatonnes de CO<sub>2</sub> » relève d'un argument d'autorité factuelle : en mobilisant des données quantitatives, il confère une apparence de rigueur scientifique au discours, tout en soulignant l'ampleur du défi à relever.

### 1.3 Les tensions entre discours officiel et réalité politique

En raison de la position adoptée par Sultan Al Jaber en tant que président de la COP28, il semble se contredire en avançant des arguments qui réfutent l'idée même de sortir des énergies fossiles, un principe pourtant largement défendu par le mouvement climatique. Une déclaration qui va à l'encontre du principe de la COP 28 d'après la citation qui suit:

Dans un vif échange vidéo avec Mary Robinson, l'ex-présidente de l'Irlande, le responsable émirati avait estimé qu'il n'y avait aucune preuve scientifique ni aucun scénario obligeant à sortir des énergies fossiles pour atteindre la neutralité carbone. Une opinion totalement contredite par le troisième tome du sixième rapport d'évaluation du Giec. (Reporterre, 2023)



Dans ce passage, nous observons l'intervention de deux instances distinctes : scientifique et politique. En effet, cet extrait mobilise un argument par opposition d'autorité : l'avis du responsable émirati, qui nie l'obligation de sortir des énergies fossiles, est immédiatement confronté à l'autorité scientifique du GIEC « totalement contredite par le troisième tome du sixième rapport d'évaluation du GIEC ». Il s'agit ici d'un argument d'autorité scientifique opposé à une opinion individuelle : ce contraste met en évidence la faiblesse argumentative du discours du responsable en le plaçant face à une source experte et légitime.

D'un côté, Sultan Al Jaber avance un argument d'ordre scientifique, en affirmant, à travers une négation totale comme « ni aucune/ aucun », qu'il n'existe pas de preuves formelles établissant un lien direct entre les énergies fossiles et le réchauffement climatique. Pourtant, en tant que responsable politique de la COP28, il crée un paradoxe en soulignant malgré tout l'urgence de s'attaquer à cette problématique. Il remet ainsi en cause l'existence d'une base scientifique solide qui prouverait qu'un abandon des énergies fossiles soit nécessaire pour atteindre cet objectif climatique. De plus, ce paradoxe contraste avec l'objectif de la COP28 de mettre en place une transition énergétique radicale et urgente pour atteindre la neutralité carbone. Ainsi, il soulève la question de la compatibilité d'une telle transition avec le développement socio-économique, en suggérant que cela pourrait renvoyer le monde « à l'âge des cavernes », c'est-à-dire provoquer des régressions économiques et sociales majeures comme l'illustre cette citation:

Réagissant à une remarque de l'ancienne présidente de l'Irlande Mary Robinson estimant qu'il fallait sortir des énergies fossiles, le président de la COP28 n'a pas mâché ses mots : « Montrez-moi la feuille de route d'une sortie des énergies fossiles qui soit compatible avec le développement socio-économique, sans renvoyer le monde à l'âge des cavernes » . (Reporterre, 2023)

Cet extrait illustre l'usage d'un procédé rhétorique de dramatisation, typique de l'argument pathémique, qui vise à discréditer l'idée de transition énergétique en la présentant comme irréaliste et socialement dangereuse. En effet, le locuteur pose une question qui semble logique mais qui fait ressortir de l'ironie : une exagération délibérée qui nous renvoie à un paradoxe d'après l'expression : « renvoyer le monde à l'âge des cavernes », nous pouvons relever le contraste entre la sortie des énergies fossiles (censée



être bénéfique pour l'environnement) et la peur d'un retour à un état primitif ou à une régression socio-économique.

Ainsi, le président de la COP28, censé guider une action mondiale contre le changement climatique, semble relativiser ou discréditer les efforts nécessaires en insistant sur le risque d'une régression économique. Le paradoxe réside dans le fait que cette crainte est exagérée à travers une rhétorique alarmiste, alors même que le rôle de la COP est d'élaborer des stratégies pour concilier transition écologique et développement durable. L'argumentation dans cet extrait s'appuie sur une opposition idéologique, où la sortie des énergies fossiles est présentée comme incompatible avec le développement socio-économique. En recourant à un faux dilemme, le locuteur enferme le débat dans une alternative simpliste, excluant toute voie médiane.

L'hyperbole – suggérant qu'abandonner les énergies fossiles équivaldrait à « renvoyer le monde à l'âge des cavernes » – dramatise à l'excès, déformant le propos écologique en le réduisant à un scénario caricatural et peu crédible. Par ailleurs, l'usage de l'impératif « Montrez-moi... » inverse la charge de la preuve : au lieu d'argumenter, le locuteur se place en position défensive, exigeant des preuves des autres et traduisant ainsi une posture de repli, voire un déni implicite face à l'urgence climatique.

De plus, l'argument contradictoire qui vient s'y ajouter est le fait que l'Arabie Saoudite et d'autres pays producteurs de pétrole de l'OPEP (l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) ont influencé l'accord de la COP28, ce qui a abouti à un texte qui mentionne les énergies fossiles, mais sans imposer de mesures concrètes et ambitieuses pour leur abandon. Les ONG (Organisations Non Gouvernementales) environnementales dénoncent le fait que cet accord, bien que mentionnant les énergies fossiles, n'est pas la décision historique nécessaire pour lutter efficacement contre le changement climatique, particulièrement pour les populations vulnérables. Voici l'exemple qui l'illustre :

De son côté, l'Arabie Saoudite a entraîné avec elle les autres pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Mais les ONG environnementales voient l'accord en demi-teinte. « C'est un signal important que toutes les énergies fossiles soient citées dans le texte mais cela n'est pas encore la décision historique dont les populations, notamment les plus vulnérables, ont besoin. Les négociations ne peuvent plus ignorer les avertissements lancinants que nous avons entendus ces



derniers jours de la part des représentants des petits États insulaires », indiquait Gaïa Febvre, responsable des politiques internationales au Réseau Action Climat. (We Demain, 2023)

Ce passage met en évidence le décalage entre les engagements symboliques et l'action concrète. Il met en œuvre un argument par opposition de points de vue, en confrontant l'attitude de l'Arabie Saoudite en tant que leadership, qui entraîne les pays de l'OPEP dans une stratégie de bloc, à la réaction plus réservée des ONG environnementales. L'expression « a entraîné avec elle les autres pays membres de l'OPEP » met en avant le rôle central de l'Arabie Saoudite, acteur majeur du pétrole mondial. Le verbe « entraîner » fonctionne comme une comparaison implicite, représentant l'Arabie Saoudite comme un leader qui tire derrière elle les autres pays producteurs, tandis que « les autres pays membres de l'OPEP » agit comme une métonymie désignant l'ensemble du bloc pétrolier unifié sous son influence. Cela fait ressortir la divergence entre logiques géopolitiques et urgences écologiques, soulignant ainsi les tensions qui traversent les négociations climatiques.

Ainsi, l'utilisation de la conjonction « mais » souligne une opposition claire entre la reconnaissance des énergies fossiles dans le texte de l'accord et l'absence de mesures ambitieuses et décisives. Le vocabulaire du discours rapporté, avec des expressions telles que « populations les plus vulnérables » et « avertissements lancinants », accentue la gravité de la situation et souligne l'urgence climatique, ainsi que la vulnérabilité accrue des pays les plus exposés aux effets du dérèglement climatique. En s'appuyant sur la voix d'une ONG représentée par Gaïa Febvre, le discours humanise le débat en donnant voix aux populations vulnérables, créant ainsi un contraste avec le discours officiel des États et des blocs économiques. Au paradoxe déjà défavorable aux pays insulaires concernant l'abandon progressif des énergies fossiles, s'ajoute un autre argument : la mention du gaz comme « combustible de transition » semble être une tentative de détournement de l'attention de la véritable nécessité d'abandonner les combustibles fossiles, au profit des intérêts des pays producteurs de gaz, retardant ainsi les actions concrètes contre le réchauffement climatique d'après la citation suivante :

Malgré des signaux clairs, le texte souffre de graves failles. Un passage « reconnaît » notamment que « la transition peut être facilitée par les combustibles de transition ». « C'est le nom de code du gaz, explique Jean Su. Et c'est surtout une victoire pour des pays comme les États-

Unis et d'autres grands producteurs de combustibles fossiles ». (Vert Eco, 2023)

Ce passage critique l'accord issu de la COP28, présenté comme un soutien aux pays vulnérables, mais qui profite en réalité aux grandes puissances, notamment aux producteurs de combustibles fossiles. Dans ce passage, dès le départ un procédé d'intensification lexicale est employé : l'adjectif qualificatif « graves », renforcé par le substantif « failles », insiste sur la profondeur des lacunes contenues dans le texte. Cette formulation met en évidence une critique explicite et alarmante de l'accord. L'intensité du vocabulaire cherche à décrédibiliser le caractère prétendument historique du texte, en soulignant que ses insuffisances sont majeures, non anecdotiques.

De plus, l'adverbe « surtout » hiérarchise les effets de l'accord en mettant en avant un succès politique pour les grandes puissances, notamment les États-Unis, plutôt qu'un réel progrès collectif. Le mot « victoire », issu du champ lexical stratégique, évoque un rapport de force, soulignant que l'accord sert des intérêts géopolitiques bien plus que la justice climatique. Ainsi, les compromis de la COP28 profitent surtout aux grandes puissances, comme les États-Unis, qui continuent d'exporter du gaz tout en préservant une image positive, renforçant leur domination énergétique et leur influence sur les négociations au détriment des pays en développement. Tous ces paradoxes explicités plus haut soulignent les contradictions de la COP28 qui suscitent de vives protestations, illustrées par une série de citations critiques. Celles-ci mettent en évidence le rejet des incohérences de l'accord et révèlent un consensus large autour de l'inefficacité des mesures adoptées.

[...] Le ministre du climat de l'Irlande a estimé que « tout le monde a des problèmes avec ce texte ». (Vert Eco, 2023). « Le message est terrible. La COP28 est témoin d'une faillite : celle de la gouvernance climatique internationale. » et dénonce « la farce qui se joue sous nos yeux ». (Reporterre, 2023). « La COP28 n'est pas une solution, elle est le problème, assure Jérôme Santolini ». (Reporterre, 2023). « Et pendant ce temps, les vrais criminels climatiques, connus depuis belle lurette, se promènent dans les couloirs d'une COP aux mains plongées dans le pétrole », s'insurge le chercheur. (We Demain, 2023). « Les COP sont des machines à fabriquer une fiction collective ». (Reporterre, 2023)

Ces extraits mobilisent une argumentation fortement critique à l'égard des COP précédentes qui fonctionnent comme des déjà-dits, fondée sur une

combinaison de procédés pathémiques et polémiques. D'abord, l'accumulation de points de vue critiques émanant aussi bien de représentants étatiques (Irlande, Zambie, Bangladesh, etc.) que de collectifs scientifiques ou militants relève d'un argument d'autorité plurielle, qui légitime la contestation en la montrant comme largement partagée. Ensuite, des expressions comme « farce », « faillite de la gouvernance » ou « la COP est le problème » traduisent une stratégie de disqualification morale et une remise en cause radicale des institutions climatiques, à travers des arguments par dénonciation. Ces arguments reposent sur le contraste entre ce que la COP devrait être (solution, gouvernance efficace) et ce qu'elle est réellement (fiction, terrain de pouvoir pour les pollueurs). Il s'agit d'un argument par dénonciation, car il dénonce une faute ou un dysfonctionnement, plutôt que de s'appuyer uniquement sur des données ou des statistiques.

Tous ces termes traduisent un rejet du système actuel, jugé inefficace, paradoxal et insuffisant face à l'urgence climatique et dénoncent une utopie collective incapable d'apporter des réponses justes et concrètes, appelant ainsi à un changement radical. La COP28 est perçue comme un succès diplomatique, marquant une avancée dans la coopération internationale. Cependant, elle révèle de profondes contradictions entre l'utopie climatique affichée et les intérêts économiques des pays producteurs d'énergies fossiles. Au final, ces paradoxes révèlent que, si la COP28 a permis d'établir un consensus diplomatique, elle n'a pas été à la hauteur de l'urgence climatique.

## **2. Gaza, Afghanistan et COP28 : la métaphore du combat sans fin**

Dans un second temps, nous explorerons la notion de métaphore de résilience dans les luttes du combat sans fin, en la mettant en parallèle avec des conflits géopolitiques comme ceux de Gaza et de l'Afghanistan, et en l'appliquant à la question climatique. L'usage de la notion de métaphore illustre l'idée d'une lutte qui semble interminable, sans résolution véritable, alimentée par des dynamiques géopolitiques et économiques complexes. Nous examinerons comment cette métaphore est utilisée dans les discours médiatiques et diplomatiques, et comment elle peut contribuer à l'illusion d'un engagement sérieux et à l'idée que des solutions viables sont toujours à portée de main, alors que les conflits et les intérêts à long terme rendent les progrès réels difficiles à atteindre.



## 2.1 Définitions et fondements théoriques de la métaphore

Le dictionnaire Larousse définit la métaphore comme un terme qui vient du latin *metaphora*, du grec *metaphora*, de *metaphere in*, transporter — Emploi d'un terme concret pour exprimer une notion abstraite par substitution analogique, sans qu'il y ait d'élément introduisant formellement une comparaison. Dubois (2012) définit la métaphore comme suit : « la métaphore est une figure de rhétorique qui consiste dans l'emploi d'un mot concret pour exprimer une notion abstraite, en l'absence de tout élément introduisant formellement une comparaison [...] tout thème en appelle un autre, soit par similarité, soit par contiguïté » (p.301). De plus, la métaphore est une figure de style qui consiste « à présenter une idée sous le signe d'une autre idée plus frappante ou plus connue, qui, d'ailleurs ne tient à la première par aucun lien que celui d'une certaine conformité ou analogie » (Fontanier, 1986, p.99).

Dans ce deuxième axe, nous analysons la métaphore Guerre de Gaza et la COP28 qui se trouve être un moyen de souligner que la lutte pour la paix, la justice sociale et la préservation de l'environnement sont des enjeux d'urgence mondiale. La métaphore du « combat sans fin » fonctionne comme un dispositif discursif mobilisant plusieurs procédés rhétoriques. Elle repose sur une analogie argumentative (Perelman & Olbrechts-Tyteca, 1958), qui transpose l'idée d'affrontement vers la lutte climatique et en accroît la force persuasive. Par son registre pathémique (Amossy, 2000), elle suscite des émotions fortes et inscrit l'action dans une logique de survie et de résistance. Elle opère aussi une dramatisation (Plantin, 1990), transformant la crise en confrontation, tout en véhiculant un argument d'autorité implicite (Charaudeau, 2002) fondé sur une imagerie culturelle partagée. Enfin, la scénographie discursive (Maingueneau, 2004) configure les rôles d'acteurs – héros, victimes, adversaires – et la dimension temporelle « sans fin » valorise la résilience tout en soulignant l'impuissance. Elle apparaît ainsi comme une stratégie à la fois mobilisatrice et révélatrice des limites de l'action collective.

## 2.2 Gaza/COP28 : quand la lutte pour la survie devient métaphore de la justice climatique

L'analyse qui suit met en évidence des passages où la métaphore établit un parallèle entre la guerre à Gaza et les négociations de la COP28, soulignant dans les deux cas des dimensions d'urgence, d'injustice et de violence perçue.



Une heure durant, plusieurs centaines de manifestants ont défilé en appelant à un cessez-le-feu immédiat dans la Bande de Gaza. Brandissant des banderoles en faveur de l'environnement peintes aux couleurs du drapeau palestinien, les manifestants ont crié « Justice climatique » et « Cessez-le-feu maintenant ». (Reporterre, 2023)

À travers cette métaphore, illustrée par l'expression « Brandissant des banderoles en faveur de l'environnement peintes aux couleurs du drapeau palestinien », les journalistes associent la lutte pour la justice climatique et la cause palestinienne, et ce en décrivant des manifestants brandissant des banderoles écologiques aux couleurs du drapeau palestinien. Les couleurs du drapeau palestinien, représentant la lutte pour l'autodétermination, sont métaphoriquement associées à la cause écologique, illustrant l'idée que, tout comme Gaza lutte pour sa survie, la planète doit aussi se battre pour un avenir durable. Cela montre la fusion des luttes sociales, politiques et environnementales, soulignant leur interdépendance et l'urgence d'agir. En outre, les journalistes établissent un lien direct entre la crise climatique et la guerre à Gaza, les assimilant à des formes de colonialisme et de génocide à travers les propos suivants :

Climat et guerre à Gaza « sont le même combat, c'est la même chose, c'est du colonialisme, c'est du génocide », dit à l'AFP l'activiste mexicaine Isavela Lopez. « Ils nous prennent ce qui nous revient de droit, ce qui revient de droit à nos ressources, ils nous prennent notre terre, notre biodiversité... et ensuite ils l'utilisent pour eux-mêmes et pour s'enrichir". » (Reporterre, 2023)

Cet extrait donne à entendre une argumentation fortement pathémique et idéologique, portée par un discours militant relayé par le média à des fins critiques. L'activiste établit une analogie radicale entre la crise climatique et la guerre à Gaza, qu'elle qualifie de « même combat », fondé sur des logiques communes de domination. Ce procédé d'analogie politique repose sur une lecture anticoloniale du monde, visant à dénoncer des rapports structurels d'oppression. L'emploi de termes tels que « colonialisme » et « génocide » relève d'une rhétorique de dénonciation morale, destinée à provoquer l'indignation en associant les enjeux environnementaux et géopolitiques à des violences historiques majeures. L'argument de dépossession, exprimé par la formule « ils nous prennent ce qui nous revient de droit », met en scène une injustice fondamentale, opposant un « nous » spolié à un « eux » dominant, dans une logique de réappropriation légitime des ressources.

Cette citation rapproche Gaza et la COP28 en soulignant que, dans les deux cas, des populations vulnérables subissent la spoliation de leurs ressources par des acteurs dominants. Le discours oppose un « nous » victime à un « eux » dominant, dénonçant l'injustice et légitimant la revendication des droits et ressources qui leur reviennent. Enfin, la répétition de « ils nous prennent » suivie d'une énumération « notre terre, notre biodiversité... » renforce l'effet émotionnel, construisant une critique virulente du pillage environnemental et territorial. Ce discours militant, structuré autour d'une opposition morale et idéologique, inscrit ainsi la question climatique dans une perspective de lutte globale contre les systèmes d'exploitation.

### **2.3 Du conflit afghan aux négociations climatiques : la métaphore comme vecteur d'engagement**

Dans ce pays ravagé par des décennies de guerre, les défis environnementaux, s'ajoutent aux crises humanitaires, révélant une fois de plus comment les logiques de domination et de violence aggravent les vulnérabilités écologiques. Dans le portrait signé Loup Espargilière, le nom de Zakira Bakhshi incarne une charge idéologique, en représentant à la fois la défense des droits humains et la lutte pour la justice climatique. Son discours fait office d'interdiscours, puisqu'il se réfère aux normes officielles de l'ONU et les débats de la COP28 tout en y introduisant des enjeux largement marginalisés tels que l'accès à l'éducation et l'autonomisation des femmes en Afghanistan. Ainsi, le nom et la voix de la journaliste et militante deviennent une voix porteuse de revendications éthiques et politiques, qui transcendent le cadre strictement environnemental pour questionner la légitimité et les limites des instances internationales à travers les propos suivants :

« Notre but premier, c'est de donner du pouvoir aux jeunes, ainsi qu'aux femmes », raconte-t-elle à *Vert*, « Au 21<sup>ème</sup> siècle, l'Afghanistan est le seul pays qui interdit l'éducation des femmes et des filles, ce qui les rend dépendantes des hommes », *explique posément Zakira Bakhshi*. Après le retour des Talibans au pouvoir, « Le pays tout entier s'est effondré » ; *l'explosion de la misère va de pair avec une recrudescence des mariages forcés*. Leur assignation à résidence est telle que les femmes – « piégées chez elles », et leurs enfants ont représenté 90% des victimes d'un récent tremblement de terre dans l'ouest du pays. « *Les femmes et les filles doivent recevoir une éducation, c'est essentiel*



*pour leur permettre de s'autonomiser, pour qu'elles puissent s'adapter au climat », plaide Zakira Bakhshi.*

Cet extrait s'appuie sur une argumentation mêlant registres éthique, pathémique et factuel, portée par le témoignage engagé de Zakira Bakhshi. Ce passage met en évidence une argumentation fondée sur trois leviers principaux. D'abord, l'argument d'autorité vécue se manifeste par le témoignage direct de Zakira Bakhshi, militante afghane, dont l'expérience personnelle confère une forte légitimité à ses propos « Notre but premier, c'est de donner du pouvoir aux jeunes, ainsi qu'aux femmes ». Ensuite, l'argument moral apparaît dans sa dénonciation de l'interdiction de l'éducation des femmes en Afghanistan, qu'elle présente comme une injustice fondamentale, liée à la dépendance forcée des femmes aux hommes et à la recrudescence des mariages précoces. Enfin, des procédés pathémiques renforcent la portée de son discours, comme l'expression frappante « piégées chez elles » ou la donnée choquante selon laquelle les femmes et enfants ont représenté 90 % des victimes d'un tremblement de terre récent. Ces exemples concrets visent à susciter l'émotion et l'indignation, tout en appuyant la nécessité d'émanciper les femmes pour affronter les défis environnementaux et sociaux.

### **Discussion**

Cette étude met en évidence que les discours médiatiques sur la COP28 construisent une représentation de l'engagement climatique à la fois paradoxale et métaphorique. Elle montre que ces discours mobilisent deux dispositifs argumentatifs centraux : d'une part, le paradoxe diplomatique, qui révèle l'écart entre l'unité affichée et les réalités géopolitiques et économiques ; d'autre part, la métaphore du « combat sans fin », qui dramatise la lutte climatique tout en oscillant entre mobilisation et scepticisme. De plus, l'originalité de l'approche réside dans l'articulation de ces deux figures, souvent analysées séparément, alors qu'elles apparaissent ici complémentaires et structurantes dans la construction discursive de l'engagement climatique. Ce travail souligne que les figures rhétoriques ne sont pas de simples ornements, mais des outils d'orientation de la perception publique, configurant les discours médiatiques du climat. Cette perspective ouvre ainsi la voie à des comparaisons internationales pour analyser la circulation et la réception de ces figures dans d'autres contextes médiatiques et culturels.



## Conclusion

L'analyse du discours médiatique autour de la COP 28 révèle une tension constante entre l'utopie d'un engagement climatique mondial et la réalité des intérêts économiques et géopolitiques. Notre premier axe a mis en lumière ce paradoxe diplomatique : alors que la COP se veut le symbole d'une mobilisation planétaire face à l'urgence écologique, son organisation à Dubaï – ville emblématique d'un modèle de développement fondé sur les énergies fossiles – fragilise la crédibilité du discours officiel. L'événement devient ainsi le théâtre d'une diplomatie climatique oscillant entre promesse d'un avenir durable et scepticisme face à l'inaction réelle.

Dans notre second axe, à travers l'analyse de la métaphore du "combat sans fin", nous avons montré comment les discours médiatiques associent les luttes pour la justice climatique à d'autres conflits contemporains – Gaza, l'Afghanistan – soulignant une violence systémique partagée : celle de l'injustice, de l'indifférence et de l'inaction. Cette métaphore met en parallèle les souffrances humaines causées par les guerres et celles infligées par le dérèglement climatique, faisant émerger un sentiment d'urgence généralisé, mais aussi de lassitude, face à une mobilisation collective qui semble perpétuellement incomplète.

En somme, la COP 28 incarne à la fois l'espoir d'un engagement collectif mondial et la réalité d'un système où les logiques de pouvoir, de profit et de domination pèsent encore lourdement sur les décisions climatiques. Le discours médiatique oscille ainsi entre l'adhésion à une utopie écologique et la dénonciation d'une illusion collective, révélant toute la complexité d'un combat qui, malgré ses avancées symboliques, reste largement tributaire des rapports de force internationaux. Ainsi, une question demeure : la COP28 a-t-elle réellement permis un tournant dans la lutte contre le changement climatique, ou n'est-elle que le reflet fidèle des contradictions et tensions qui traversent notre monde globalisé ?

## Références

1. Alexandrescu Vlad, 1997. *Le paradoxe chez Blaise Pascal*. Bern : Peter Lang.
2. Amossy Ruth, 2000. *L'Argumentation dans le discours*. Paris : Nathan.
3. Boyer Alain ; Vignaux Georges, 1995. *Argumentation et Rhétorique (I & II)*, Hermès, 15–16.
4. Charaudeau Patrick, 2002. *Dictionnaire d'analyse du discours*. Paris : Seuil.
5. Fontanier Pierre, 1986. *Les figures du discours*. Paris : Flammarion.



6. Larousse, <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/paradoxe/57878>, Consulté le 7 novembre 2023.
7. Maingueneau Dominique, 2024. *Discours et analyse du discours : une introduction*. 2<sup>e</sup> éd. Paris : Armand Colin.
8. Perelman Chaïm; Olbrechts-Tyteca Lucie, 1958. *Traité de l'argumentation : la nouvelle rhétorique*. Bruxelles : Éditions de l'Université.
9. Plantin Christian, 1990. *Essais sur l'argumentation*. Paris : Kimé.
10. Reichhart Ada, 2023. Une vulnérabilité dévoyée : le paradoxe entre discours et réalité du travail des femmes au sein d'une Scop industrielle. *Travail, Genre et Sociétés*, 50(2), 117-134
11. Reporterre, <https://reporterre.net/>. Consulté le 21 novembre 2023.
12. Rey Alain, 1998. *Dictionnaire historique de la langue française*. Paris : Le Robert.
13. Vert Éco, sur <https://vert.eco/>. Consulté le 29 novembre 2023.
14. We Demain, <https://www.wedemain.fr/>. Consulté le : 13 décembre 2023.

